



# Toujours pas d'accord !

**P**lus de commission de suivi depuis mars, sans que cela ne dérange la direction. Tout allait bien pour Jean-Michel Bretonnier et Jacques Hardoin, tandis que nous dénonçons les dégâts de la réorganisation et du nouveau logiciel en DP. Et puis patatras ! une convocation est arrivée le 6 septembre. Pour une réunion de la commission de suivi prévue ce vendredi 20 septembre. Une invitation qui ne manque pas de culot.

## Six CDD, puis douze, puis...

Si nous, organisations syndicales, n'avons plus voulu siéger en commission de suivi, c'est parce que la direction ne respecte pas l'accord de réorganisation : elle n'a pas le droit de remplacer les CDI quittant l'entreprise par des CDD pour surcroît d'activité. Un profond désaccord, un litige qui, jusqu'ici, est resté en l'état. Pendant que le nombre de CDD longue durée passait de six à plus du double... en attendant plus. Et pendant que Jacques Hardoin poursuit sa politique de nivellement par le bas (régie publicitaire, mise à plat de la couverture maladie, gel des salaires, volonté de faire partir quinze salariés par an...).

Alors pourquoi cette commission de suivi ? Pas pour rétablir le dialogue social, encore moins pour discuter des CDD longue durée, mais parce que la direction a besoin des organisations

syndicales pour discuter d'un « *élargissement du périmètre des titres visés* » (*L'Union-L'Ardennois, L'Aisne Nouvelle, L'Est Éclair et Libération Champagne*) dans le cadre de l'accord droits d'auteur.

## C'est gonflé !

C'est gonflé, pour plusieurs raisons. D'abord parce que la direction fait comme s'il n'y avait aucun litige. Ensuite, parce que dans les journaux concernés, il reste encore à négocier et signer des accords droits d'auteur. C'est pour le moins un manque de respect, voire simplement du mépris, pour les salariés de ces titres de presse. Un mélange des genres que Jacques Hardoin lui-même s'interdisait jusqu'ici : à chaque question posée en CE concernant le rachat des titres de Champagne-Ardennes-Picardie, le directeur général n'a jamais voulu répondre, prétextant que *La Voix du Nord* n'était pas concernée (le rachat a été effectué par Rossel). Ce qui est vrai un jour ne l'est plus le lendemain...

Face à cette désinvolture de la direction de *La Voix du Nord*, nous avons décidé de ne pas participer à la commission de suivi. Le sort des journalistes de *La Voix du Nord* vaut mieux que le manque de respect manifeste de la direction face à leurs conditions de travail et à leur avenir professionnel.